

La Ville de Genève se déclare «zone hors TiSA»

Conseil municipal Une majorité des élus a accepté une résolution hostile à une négociation entre Etats qui menacerait les services publics.



Image d'illustration
Image: DR

Par Eric Budry 07.10.2015

Mots-clés

[Conseil municipal de la Ville de Genève](#)

La gauche, le MCG et l'UDC du Conseil municipal de la Ville de Genève ne veulent pas que des entreprises puissent saisir des tribunaux pour casser le monopole de certains services publics. Mercredi, ces élus ont adopté une résolution dénonçant les négociations qui se tiennent en catimini à Genève en vue d'aboutir à un accord sur le commerce des services (TiSA en est l'acronyme anglais).

Seuls le PLR et le PDC ont combattu ce texte, contestant principalement que la Ville de Genève puisse avoir la moindre influence sur un sujet traité au niveau des Etats. «Nous aimerions pouvoir nous occuper davantage de dossiers qui touchent directement les Genevois», a plaidé le PDC Jean-Charles Lathion.

«Aux villes d'agir!»

Pour le Vert Jean Rossiaud, la Ville de Genève a au contraire un rôle à jouer, tout comme les autres communes. «Les Etats sont empêtrés dans leurs liens diplomatiques, estime-t-il. C'est aux villes et aux communes d'agir et de promouvoir l'opposition à TiSA.»

Le PLR Adrien Genecand a choisi l'ironie, conseillant aux élus de gauche de signer l'initiative de l'UDC prônant la primauté du droit national sur le droit international. Plus sérieusement, il a aussi déploré les attaques contre la Genève internationale.

Culte du secret dénoncé

Mais pour la majorité, cela n'a rien à voir. «Cet accord est une bombe à retardement, a averti le Vert Alfonso Gomez. S'il est conclu, il donnera la possibilité à des entreprises d'attaquer des Etats dans le but de démanteler leurs services publics afin de s'emparer de ces marchés. Voilà pourquoi nous vous demandons de déclarer la Ville de Genève zone hors TiSA.»

Au-delà de l'objectif des négociations qui se déroulent depuis trois ans à l'ambassade d'Australie à Genève, c'est leur caractère secret que dénonce la résolution. «Nous exigeons la publication immédiate du contenu de ces négociations», a rappelé Pierre Gauthier (Ensemble à Gauche). La résolution a été acceptée par 51 oui contre 21 non et 1 abstention. (TDG)

(Créé: 07.10.2015, 22h24)

À lire aussi

powered by 

Les comptes de la Ville de Genève adoués

Critiquant la gestion financière de... [Plus...](#)

Pour ou contre l'engagement du Canton en faveur de la Comédie?

Le 29 septembre... [Plus...](#)

La vraie lutte pour le Conseil des Etats aura lieu le 8 novembre

Droite et gauche... [Plus...](#)

Recommandés pour vous

powered by 

▶ La Bâtie Festival, programmation musicale

Fabrice Gottraux revient sur les concerts à ne pas... [Plus...](#)

▶ Des visiteurs de l'expo itinérante réagissent

Genève? Lausanne? Des passants livrent... [Plus...](#)

▶ Interview Pascal Broulis

Bus Genève à la rencontre de la Suisse [Plus...](#)